

LE DEVELOPPEMENT LOCAL

comment stimuler l'économie des régions en difficulté

André Joyal

à Denise, Gentiane, Dominique et Mélanie
avec une pensée spéciale pour René Dumont (1904-2001)

Rien ne doit paraître naturel, rien ne devrait être impossible à modifier.
Bertolt Brecht

INTRODUCTION

Il faut oser ou se résigner à tout.

Tite-Live

Le développement local s'impose dans le langage populaire depuis le début des années 1980 en partie sous l'influence de l'usage alors en vogue en France. Sous l'effet d'une autre influence, c'est l'expression développement communautaire (*community-based economic development*) que l'on utilisait au Québec en référence aux initiatives adoptées dans un cadre d'intervention partenariale en vue de répondre au problème du sous-emploi. L'expression "développement local" fut souvent, et est encore parfois, utilisée à toutes les sauces pour évoquer n'importe quoi en relation avec le développement économique comme c'est le cas avec l'expression "développement régional". Au début des années 1980, lors d'un colloque sur la problématique régionale, un collègue de l'Université de Montréal me faisait remarquer que lorsqu'il est question d'un important investissement à Trois-Rivières, Chicoutimi ou Sherbrooke, on parle de développement régional alors que si un investissement de nature similaire a lieu à Montréal, on parle de développement économique. Si les exégètes n'ont cessé de débattre sur ce qu'est une région, le concept de développement local, grâce à l'expérience vécue, de part et d'autre de l'Atlantique, devient de plus en plus familier aux uns comme aux autres.

On comprendra qu'il s'agit avant tout d'une démarche ou d'une pratique qui, contrairement au développement régional, ne s'appuie pas sur un cadre théorique rigoureusement défini. Ici, l'opinion de Xavier Greffe voulant que le développement local soit une méthode d'approche à défaut d'être un modèle articulé demeure toujours pertinente¹. Dans un ouvrage très récent, George Benko abonde dans le même sens en écrivant que les idées relatives au retour au local s'apparentent davantage à une nébuleuse rassemblant une grande diversité idéologique et théorique qu'à un modèle en sciences économiques².

Évidemment, en parlant de développement local, il est opportun de faire allusion aux écrits sur les districts industriels, sur les systèmes de production locaux ou encore sur le concept de milieu innovateur ou de *learning region* et à tout ce qui s'y rattache. Mais on ne trouvera pas dans les pages qui suivent de références à des prix Nobel de l'économie ou à des auteurs connus mondialement par la marque qu'ils ont laissée au sein des sciences sociales ou de la gestion. En fait, si on voulait théoriser, ce serait en se rapportant à la loi économique la plus célèbre: celle de l'offre et de la demande. Si une région présente un besoin criant d'activités nouvelles pour freiner son dépérissement, elle devra, et c'est l'objet de cet ouvrage, mettre en branle une démarche propre au développement local. Et pour ce faire, ses leaders socioéconomiques doivent avoir à l'esprit que pour toucher des revenus autres que des transferts sociaux, il faut vendre des biens et services. On y arrive en tenant compte de la loi de l'offre et de la demande à la base du mécanisme du marché. Toutefois, il sera toujours nécessaire de garder en tête cette remarque de Michel Rocard au temps où il était ministre de l'Agriculture du gouvernement français au début des années 1980: "Le développement local veut dire: économie avec marché et non économie de marché." Ce qui signifie qu'il faille prendre en compte le pouls du marché sans se soumettre totalement à ses exigences comme le réclament de tous leurs vœux les partisans d'un néolibéralisme débridé. Au contraire, avec le développement local, on ne le dira jamais

¹ *Décentraliser pour l'emploi: les initiatives locales de développement*, Économica Paris, 1988.

² *Développement durable et systèmes productifs locaux, dans Réseaux d'entreprises. Regards sur les systèmes productifs locaux*, Paris, DATAR/La documentation française, 2001.

assez, l'État constitue un acteur clé au même titre que l'entreprise privée, le secteur associatif et celui de l'éducation. Si le développement local cadre nécessairement avec toute décentralisation administrative, l'État ne doit pas se départir de l'essentiel de ses prérogatives consistant à stimuler et à arbitrer.

Les régions non-métropolitaines serviront de toile de fond tout au long de cet ouvrage. L'une d'entre elles, parmi les plus chères au cœur des Québécois, fait beaucoup parler d'elle. Il s'agit de la Gaspésie. La fermeture, en mai 2000 de la papetière *Gaspésia*, de Chandler qui offrait 600 emplois forts bien rémunérés jusqu'au début des années 1990, a été l'occasion de reprendre un vieux débat: que faire avec la Gaspésie? Le choc causé par cet événement a soulevé beaucoup de réactions. Une partie d'entre elles prennent la forme d'un volume sous la direction de Danielle Lafontaine de l'UQAR. Il m'a été donné de contribuer à cette œuvre collective³. Cette contribution, tout comme dans une certaine mesure le présent ouvrage, se veut une réaction à l'encontre de ceux qui affirment qu'il n'y a rien à faire.⁴

On caricature à peine en disant que l'on peut partager les économistes en deux catégories, ceux qui croient au développement local et ceux qui n'y croient pas. Ce qui revient à dire: ceux qui croient que l'État a toujours un rôle à jouer dans le développement économique et ceux qui estiment qu'il doit intervenir le moins possible. On conservera à l'esprit cette remarque d'un intervenant lors d'un colloque sur le développement local à Bathurst (N. B.) en avril 1999 où j'ai pu entendre : " Il est facile de réclamer le retrait de l'État quand on a du pétrole ou tout le secteur de l'automobile. "

Cet ouvrage je le dédie à tous les acteurs du développement local qui, face à l'adversité, se relèvent les manches et agissent en interrelation afin de composer avec les circonstances dans les meilleures conditions possibles. J'invite la population de Chandler, comme toutes celles victimes de la fermeture de leur employeur principal, à tirer profit de l'exemple d'Hawkesbury. Cette petite ville franco-ontarienne, située à une heure de Montréal a connu, en 1985, une situation en tout point semblable à celle de Chandler. Sa papetière a dû fermer ses portes en semant la consternation au sein d'une population totalement dépendante de cet employeur. Les plaies sont depuis longtemps cicatrisées grâce au concours d'une gamme variée d'acteurs locaux qui, au lieu de prendre la direction de Montréal, Ottawa ou Toronto, ont cru en leurs possibilités. D'une situation de ville mono-industrielle, Hawkesbury présente aujourd'hui aux visiteurs un parc industriel où cohabitent pas moins d'une trentaine de PME dynamiques œuvrant dans une gamme très variée de domaines. Là comme ailleurs, le développement local a fait ses preuves.

En décidant, en mars 2001, de consacrer 800 millions \$ aux régions-ressources afin d'en favoriser la diversification économique, le gouvernement du Québec semble enfin manifester un intérêt véritable envers l'avenir des régions en difficulté. L'essentiel de ce montant servira précisément à favoriser l'essor de PME innovantes. On ne peut que s'en réjouir même si certains n'ont pas manqué de souligner que le développement ce n'est pas uniquement une affaire d'entreprises. C'est vrai, mais si on veut créer des emplois, il faut créer des entreprises. Et c'est aux acteurs du développement local d'en favoriser l'essor.

Le premier chapitre, tout en esquissant les grandes lignes de la politique économique régionale des quelque quarante dernières années, permet à la fois de définir ce qu'est le développement local et quels en sont aujourd'hui, au Québec, les organismes porte-étendards. Le deuxième chapitre, en faisant appel à des concepts qu'une littérature récente a contribué à faire connaître, vise à montrer la pertinence de la démarche sur la base de l'évolution des faits économiques au Québec comme ailleurs. Le troisième chapitre, le plus volumineux, cherche à montrer comment se pratique le développement local. Il y est beaucoup question de planification stratégique ou de plan d'action. On cherche donc à répondre à

³ *Choix publics et prospective territoriale. La Gaspésie: futurs anticipés*, GRIDEQ, Rimouski, 2001.

⁴ Comme l'affirme F. Martin de l'Université de Montréal : " En continuant d'investir les deniers publics dans les régions défavorisées, comme la Gaspésie, l'État a fait croire à des populations entières que leur coin était viable. Il a prolongé l'agonie. Il faut bien se rendre à l'évidence: il n'y a rien à faire là." *L'Actualité*, juin 2001.

l'interrogation : comment le développement local se pratique-t-il? Viennent ensuite deux chapitres qui, à partir d'exemples concrets, se veulent une illustration de ce qui se fait en matière de développement local au Québec et ailleurs. Ainsi, le quatrième chapitre, met en évidence des pratiques de développement local en milieu urbain. Montréal sert ici comme principal lieu de mise en application de stratégies initiées dans ses quartiers les plus fragilisés. Le cinquième chapitre illustre les mêmes pratiques cette fois en contexte rural, toujours avec pour intention de tirer des enseignements des faits vécus. Enfin, en conclusion je souligne les limites et les obstacles à la démarche associée au développement local. On ne peut l'ignorer, le développement local ne se décrète pas et ne se fait pas à coups de slogans. Des conditions minimales sont requises pour assurer à la démarche certaines chances de succès. Lorsque ces dernières sont vérifiées disons le carrément: la plus mauvaise décision à prendre de la part des forces vives locales est celle de décider de ne rien faire.

On l'aura compris, le développement local repose sur des décisions prises par des acteurs locaux pour le mieux-être de leurs concitoyens. Ce constat me conduit à tenter de répondre à deux questions. La première m'est venue d'un maire d'un village de la région Centre du Québec. Il voulait savoir si les élus municipaux avaient une responsabilité dans le développement économique de leur communauté. La deuxième question se rapporte au caractère démocratique de la démarche: un plan d'action doit être mis en œuvre par et pour les gens concernés. C'est ce que je tentais d'expliquer après une première heure de cours lorsqu'un étudiant gabonnais, de façon quelque peu dubitative, me demanda: " Vous croyez vraiment que le développement local peut être un processus démocratique? " Cet ouvrage cherche, entre autre chose, à répondre à ces deux interrogations.

Comment stimuler les régions en difficulté

Conclusion

Les hommes doivent créer les opportunités plutôt que les attendre.

Francis Bacon

Le chapitre précédent se termine par un constat optimiste. Un optimisme que tous ne partagent pas faut-il l'avouer. Il est vrai que l'exode des jeunes en ce début de XXI^e siècle demeure une réalité des plus criantes. Il est tout aussi vrai que les espoirs fondés sur les retombées des nouvelles technologies en régions éloignées tardent à se manifester. Et ce n'est pas une bouffée d'oxygène fournie à la *Gaspesia* de Chandleur qui assurera à la Gaspésie un avenir plus prometteur, beaucoup s'en faudrait. Ceci étant admis, ma vision prend son appui à la fois sur l'observation de certains faits précis et sur les potentialités qui m'apparaissent bien réelles.

Cet ouvrage contient un bon nombre d'exemples de succès ou de mise en œuvre de stratégies visant à consolider les bases des économies locales. La liste pourrait se prolonger sans difficulté. C'est dire qu'il se fait des choses. Leur nombre est insuffisant eu égard à l'importance du défi à relever, il faut en convenir, mais l'attentisme fait de plus en plus place à l'action. Et c'est ainsi que l'on met en pratique le principe si populaire chez nos voisins du sud : *Learning by doing*. Oui, les forces vives des milieux locaux ont beaucoup appris et apprennent encore beaucoup. Il n'est pas exagéré de signaler qu'en matière de stratégies de développement local, dix ou quinze années c'est peu. Le Québec fait ses classes actuellement à l'aide des structures implantées partout sur son territoire. Favoriser une culture entrepreneuriale exige du temps. Certains esprits chagrins sont tendance à jeter la serviette trop rapidement en présence de résultats qui à leurs yeux tardent à venir. Reculons au début du siècle passé. Il ne devait pas manquer d'observations à l'effet que le téléphone, inventé quelques décennies plus tôt, n'exerçait pas d'effets sensibles sur le développement économique. Et pourtant, il n'a pas tardé à se faire indispensable. Pourquoi n'en serait-il pas autant avec les technologies de l'information? Donnons une chance au temps.

Comme la PME se trouve au cœur de toute stratégie de développement local, encore une fois, les raisons d'être optimiste ne manquent pas. Les allusions aux travaux effectués au sein de l'Institut de recherche sur les PME de l'UQTR tout au long du présent ouvrage mettent en évidence une évolution bien réelle. Ce que les entrepreneurs québécois ont réalisé ces trente dernières années est considérable. Leur héritage est à la disposition des acteurs locaux et de tout entrepreneur en potentiel. Il s'agit d'en faire un bon usage. Rien ne s'y oppose. On dira peut-être que souvent ces études sur les PME innovantes se rapportent à une élite et que dans leur ensemble les PME ont encore beaucoup à faire face aux défis d'une économie toujours plus ouverte. À ceci je réponds

que si une hirondelle n'annonce pas le printemps, quand on est en présence d'un voilier l'hiver est bel et bien terminé. Or, c'est ce que l'on observe avec les PME et ce, même en milieu non-métropolitain. Elles sont suffisamment nombreuses pour montrer que les obstacles placés sur la route de toute entreprise peuvent être surmontés. Et on y arrive plus facilement en se serrant les coudes comme l'exige toute stratégie de développement local

Cependant, la vie n'étant pas un long fleuve tranquille, il ne faut surtout pas imaginer que la démarche associée au développement local représente la panacée des problèmes des régions fortement affectées par le dépérissement économique. Tout comme on ne prête qu'aux riches, pour des raisons faciles à comprendre, ce sont les régions les plus favorisées qui obtiennent le plus d'appuis pour leur développement économique. Ce n'est pas en brandissant des slogans du type : “ Que les populations locales se prennent en main! ” “ Que les régions misent davantage sur leurs propres forces! ” et d'autres “ Penser localement et agir globalement! ” que les choses vont nécessairement changer pour une région défavorisée. Une région qui a toujours été dépendante de la mise en valeur de ses ressources naturelles à travers la grande entreprise à capitaux étrangers ne se transformera pas en battante de la nouvelle économie du jour au lendemain. On ne convertit pas en quelques mois des anciens travailleurs d'une usine de pâte et papier en entrepreneurs susceptibles de mettre sur pied une petite entreprise à valeur ajoutée. Tout au plus, peut-on espérer réorienter les plus jeunes vers les métiers recherchés par ce type d'entreprise. Sinon, l'exode pourrait représenter pour ces jeunes la seule option envisageable. Et c'est peut-être le sort réservé à certaines régions sans projet et trop dépourvues en infrastructures ou trop handicapées par une faible masse critique démographique par un isolement que les nouvelles technologies ne peuvent compenser.

A l'impossible, nul n'est tenu

La Basse-Côte-Nord abandonnée appelle à l'aide titrait une collaboration au Devoir d'un collègue de l'Université Laval. Il y était fait allusion à une pétition des habitants de Natashquan acheminée à l'Assemblée nationale réclamant (à leur tour) des interventions gouvernementales en matière de développement économique¹. On sait que cette région, suite à la crise de la morue, est la plus mal lotie de toutes les régions éloignées du Québec. Il y a quelques années, en réponse à l'invitation d'un agent de développement de la SADC de Sept-Îles, je suis allé rencontrer à Blanc-Sablon et à Chenery des acteurs locaux afin de voir comment il serait possible de favoriser l'implantation d'une stratégie de développement local. Il s'agissait d'aborder la problématique du développement sur un territoire côtier de quelque 450 kilomètres sur lequel s'éparpille, en 15 petites communautés, une population d'environ 5 000 habitants. L'absence de route oblige le recours à la moto-neige ou à des embarcations suivant les saisons (à moins de prendre l'avion) pour rejoindre la plupart de ces villages. Les difficultés des moyens de communication expliquent en partie l'esprit de clocher entre les deux moitiés de population suivant qu'elles se trouvent dans la partie est ou ouest de la région. Que faire dans de telles conditions? Pôvre agent de développement. Mission impossible? Faut-il l'admettre? L'ancien ministre français de l'Aménagement du territoire, l'incomparable Charles Pasqua a déjà déclaré : “ Il n'y a pas de territoires en crise, il y a seulement des territoires sans projet. ” Ce semble, hélas être le cas de la Basse-Côte-Nord.

¹, G. Duhaime, *Le test de Natashquan*, *Le Devoir*, 13 juin, 2001.

Et pourtant la région est belle. Si les riches touristes européens vont aussi loin qu'au Yukon pour se dépayser, sûrement qu'ils trouveraient satisfaction sur la Base-Côte-Nord, surtout à l'époque des icebergs². Mais encore faudrait-il les loger et les transporter une fois sur place et leur trouver d'autres activités que la simple contemplation des horizons marins. Ici, l'opinion de Fernand Martin, cité en introduction, prend davantage de pertinence. Le développement local se veut déjà assez exigeant dans des conditions normales, il ne faut pas lui confier des défis démesurés susceptibles d'engendrer d'amères désillusions. C'est la responsabilité des organismes en présence, tels les CDL et autres SADC de favoriser la levée de projets de nature à répondre aux besoins de création d'emploi. Hélas, il existera toujours des régions sans projet ou du moins en nombre insuffisant.

Contrairement à la croyance populaire, nous l'avons vu au chapitre 3, l'argent n'est pas toujours le principal handicap. Les fonds requis pour mettre en branle des projets d'entreprises viables et respectueuses des prémisses du développement local et durable existent bel et bien. Que des porteurs de projets fassent la preuve de leur sérieux et l'aide financière leur sera consentie. Toutefois, il ne suffit pas que les pourvoyeurs de fonds aient pignon sur rue pour que de nouvelles activités émergent dans un horizon de court terme. Développer une culture entrepreneuriale peut exiger toute une génération, soit le temps requis pour que la population, à travers ses leaders, soit en mesure de comprendre le rôle qui lui revient. Entre-temps, la participation de cette population à l'ensemble du processus peut se heurter à différents obstacles. C'est indéniablement le cas lorsque l'on se trouve dans le contexte d'un pays sous-développé comme le montre la section suivante.

Un difficile processus démocratique

Comment peut-on concevoir un développement local réalisé par la population et pour la population en présence de politiciens locaux baignant dans la corruption comme c'est trop souvent le cas dans les pays du tiers-monde? Dans un même contexte, comment imaginer que la population locale, en bonne partie analphabète, puisse vraiment participer à l'ensemble du processus associé à la démarche propre au développement local? Une telle population, n'étant pas en mesure, par ignorance, de fournir une véritable contribution n'aura-t-elle pas tendance à faire confiance aux élites traditionnelles ou aux élus locaux?³ Il m'a été donné de devoir répondre à cette interrogation lors d'un séminaire de sensibilisation sur le développement local tenu à Fortaleza au Nordeste du Brésil. Toujours dans ce même contexte, est-il pertinent de la sensibiliser sur la nécessité de développer une culture entrepreneuriale lorsqu'elle est aux prises avec des problèmes quotidiens affectant directement sa qualité de vie? Dans ces conditions, on comprend que le maire d'une petite ville pense en premier lieu à fournir à ses commettants les infrastructures indispensables à une meilleure qualité de vie (voirie, électricité, système d'égouts, transport, etc). La création d'emploi à travers les initiatives locales viendra plus tard⁴.

² Réels ou..en plexiglas...Cf chapitre 3 : la suggestion de cette élue d'un village terre-neuvien.

³ Ce qui peut faire comprendre la pertinence de la question soulevée par cet ancien étudiant auquel je fais allusion dans l'introduction.

⁴ Remarque exprimée à l'auteur par le maire de Propriá dans le Sergipe (Brésil).

Dans un contexte de pays développé, les obstacles à la participation de la population se présentent bien différemment. L'indifférence ou l'insouciance des populations locales peut être le principal facteur conduisant certaines élites locales à occuper toute la place. C'est ce qui s'est produit en France.. Trop heureux que l'État consente aux régions de nouveaux pouvoirs, l'occasion est trop belle pour certains de ne pas en profiter pour promouvoir des intérêts individuels. Une situation qui obligea la révision de certaines implications des lois sur la décentralisation⁵. Au Québec, les conseils d'administration des SADC et des CLD se composent de représentants des différents corps intermédiaires de la société. Est-ce à dire pour autant que les décisions sur le futur socioéconomique des micro-régions où elles se trouvent implantées reflètent les vœux des populations concernées? Ne rêvons pas. Parfois, en présence d'un programme gouvernemental récemment conçu, une décision rapide s'avère nécessaire pour profiter d'une manne inattendue. Il peut en être ainsi également en présence d'une initiative d'un porteur de projet disposé à aller là où on lui réservera un accueil à la fois spontané et chaleureux. Et que penser de la prise de décision concernant un projet mis de l'avant par différents groupes ou individus? Quand on évoque depuis longtemps l'opportunité d'un centre de ski, d'un aqua-parc, d'un éco-musée, d'un parc régional, on le pense bien, l'idée peut émaner de plusieurs têtes. On fait donc face au difficile problème de l'arbitrage des projets évoqué au chapitre 3. Encore une fois, le réalisme et le pragmatisme pourront exiger des décisions adoptées sans se prendre les pieds dans les fleurs du tapis qui recouvrent la voie du processus démocratique. Il faudra éviter, cependant, de passer à un autre extrême comme on l'observe déjà dans certains CLD. On y remarque parfois une tendance à arrondir un peu trop les coins en vue de hâter les décisions dans le sens favorable aux élus locaux.

L'implacable jeu du marché

Quel respect a-t-on envers le plan d'action émanant de la planification stratégique quand se présente un projet inattendu aux apparences particulièrement alléchantes? Quelle attention consacre-t-on au zonage industriel et aux intérêts particuliers de certains citoyens lorsqu'un maire d'un village se laisse séduire par la promesse de nouveaux emplois et de nouvelles entrées fiscales? En effet, le tapis rouge peut rapidement être déroulé par des édiles peu soucieux du processus démocratique étant trop pressés de pavoiser en présence d'un investisseur appelé à transformer le paysage physique et économique d'une micro-région. Pour éviter les abus, les paliers supérieurs de gouvernement doivent conserver un droit de regard ou un pouvoir d'arbitrage. Dans le développement local l'État a un rôle à jouer et ce n'est pas celui de Ponce-Pilate.

Faut-il le répéter, développement local ne se décrète pas, il doit passer par une phase d'apprentissage. Au chapitre précédent, une allusion a été faite à mes travaux sur les PME rurales, en collaboration avec Laurent Deshaies. Il a été montré que le succès des PME étudiées ne s'inscrit pas à l'intérieur d'une démarche de développement local. Les dirigeants d'entreprise étudiés ont tous, presque sans exception, mené leur barque seuls, sans appui et manifestent un comportement foncièrement individualiste⁶. Des travaux récents du géographe Paul Villeneuve,

⁵ Pour cette raison, soucieux de respecter l'idéal républicain, des réformes récentes vont dans le sens d'une recentralisation. Assisterait-on, aux pays des 36 000 communes, à nouveau à une victoire des Jacobins sur les Girondins?

⁶ Développement local et PME québécoises innovantes: un lien à explorer, *op.cit.*

de l'Université Laval, effectués dans la région Chaudière-Appalaches⁷ et ceux du jeune géographe David Doloreux⁸, pour la Beauce, conduisent au même constat. Tel que précisé antérieurement, ces comportements s'expliquent par le fait que beaucoup de ces entreprises en ont été créées durant les années 1970, soit avant l'implantation des premiers commissariats industriels. Leurs promoteurs ont dû faire leur classe par eux-mêmes. Faut-il s'étonner qu'ils affirment en connaître davantage que tout agent de développement local? La situation est toute différente pour les jeunes entrepreneurs qui entendent parler des organismes d'appui à l'entrepreneuriat depuis leur adolescence. Ces derniers ont intérêt à tirer profit des enseignements offerts par la génération précédente. Déjà sensibilisés à l'existence d'un éventail de programmes d'aide à la création d'entreprise, ils se montrent parfaitement disposés à s'engager dans une démarche partenariale qui donne toute sa signification au développement local.

Quant à la rupture de l'isolement occasionnée par l'avènement des NTIC, tous les espoirs sont permis et les jeunes entrepreneurs ne vont pas se priver des ressources mises à leur disposition. Mais encore faut-il que les infrastructures télécommunicationnelles soient conformes aux exigences de la technologie la plus avancée. Ce n'est pas le cas dans certaines régions comme dans la MRC de Maskinongé où, au tournant du siècle⁹, on trouvait encore des ménages obligés de partager leur ligne téléphonique. Lors du colloque annuel de 2000 de la Fondation canadienne de diversification rurale tenu à Alfred, petit village franco-ontarien, des agents de développement de la ville voisine d'Hawkesbury à laquelle il a été fait allusion en introduction, n'ont pas manqué de faire connaître les difficultés que rencontraient les entreprises locales à se brancher convenablement. Oui, le développement local en milieu rural exige l'accès à Internet à haut débit. Pour y arriver, la fibre optique doit parvenir aux villages sous la forme d'un réseau cohérent et performant. Espérons que ce n'est là qu'un problème de court terme et que le développement local, dont les retombées se perçoivent à moyen et à long terme, y trouvera un outil précieux.

“ La saison risque d'être longue ” entend-on dire souvent de la part de chroniqueurs sportifs au début des hostilités. Cette appréhension s'applique évidemment pour le développement local. Les forces vives de la Gaspésie, des quartiers défavorisés de Montréal et de toute autre région menacée de dépérissement sont bien conscientes d'être en présence d'un long et exigeant processus. Elles doivent être tout aussi bien conscientes que l'attentisme conduit au bord du précipice. Les acteurs locaux doivent éviter de faire ce que l'on met dans la bouche de tout politicien peu futé : “ Il y a quelques années nous étions face à un précipice, eh bien depuis lors, nous avons fait un pas en avant... ” Ce pas en avant doit se faire en jetant un pont au-dessus du précipice en tirant profit de l'expérience vécue ailleurs en de pareilles circonstances. C'est le message de cet ouvrage. Le développement local se résume en un mot : s'organiser. L'ignorer conduit les populations des régions en difficulté à se faire organiser par les forces implacables du marché, comme le furent nos compatriotes, à la fin du XIX^e siècle, forcés de s'exiler par centaines de milliers vers la Nouvelle-Angleterre. Heureusement, comme nous avons beaucoup appris, surtout ces quelque trente dernières années, les populations des régions éprouvées devraient connaître un meilleur sort que leurs aïeux.

Montréal juillet 2001

⁷ *Le splendide isolement* op.cit. ch.3 note 4.

⁸ Travaux de thèse de doctorat en voie de rédaction, University of Waterloo, Ontario.

⁹ Le xx^{ème} faut-il le préciser...